Si l'amendement par lequel on demande de renvoyer le bill au comité des bills privés, pour un nouvel examen, était adopté, le bill ne pourrait probablement pas revenir devant la Chambre durant cette session. Le requérant a demandé un divorce en 1915, mais la session prit fin avant que le bill pût être adopté. Il est revenu à la charge cette année, en faisant toute la diligence nécessaire. L'enquête a eu lieu au Sénat durant le mois de juin. Ce serait très malheureux pour le requérant si, au lieu d'adopter le bill, la Chambre le renvoie au comité qui ne se réunira probablement plus durant la présente session.

(L'amendement de M. Steele, mis aux voix, n'est pas adopté.)

ONT VOTE POUR.

MM.	MM.
Armstrong (Lambton),	Laurier (sir Wilfrid),
Bennett (Simcoe),	Lewis,
Boivin,	McKenzie,
Copp,	Morphy,
Currie,	Morris,
Doherty,	Morrison,
Donaldson,	Nicholson,
Gauvreau,	Oliver,
Graham,	Papineau,
Hartt,	Robidoux,
Hughes	Sexsmith,
(King, I.P.-E.),	Shepherd,
Hughes (sir Sam),	Steele,
Kyte,	Taylor.—28.
Lapointe	
(Kamouraska),	

ONT VOTE CONTRE.

MM.	MM.
Bennett (Calgary),	Macdonald,
Borden (sir Robert),	Maclean (Halifax),
Boyce,	McCurdy,
Boys,	McLean (I.P.-E.),
Burrell,	Meighen,
Carvell,	Northrup,
Charlton,	Pugsley,
Clark (Bruce),	Reid,
Clark (Red-Deer),	Roche,
Cockshutt,	Rogers,
Crothers,	Smith,
Davidson,	Stewart (Lunenburg),
Foster (sir George),	Thoburn,
Glass,	Tremain,
Guthrie,	Turriff,
Henderson,	Weichel,
Kay,	Wallace,
Kemp (sir Edward),	Wilson (Wentworth).
Loggie,	

—37.

M. L'ORATEUR: Je mets aux voix la motion principale.

M. CARVELL: Avant que le vote soit pris je tiens à faire remarquer la position difficile dans laquelle je me trouve. Je ne sais pas si je devrais voter ou m'abstenir, mais je tiens à faire ressortir une fois de plus l'absurdité d'un système qui consiste à faire accorder les divorces par le Parlement.

(Très bien, très bien!) et la nécessité d'établir une cour de divorce.

Je suis à blâmer dans cette affaire, j'imagine. J'aurais dû prendre la peine de lire les dépositions, mais je suis très affairé et je n'ai pas eu le temps de le faire. On me demande d'agir en qualité de juge et de rendre une décision sur une affaire aussi grave que la dissolution du lien matrimonial, sans avoir la moindre idée de ce que je fais. Tout ce que je puis faire c'est d'accepter le jugement de ceux qui se sont occupés de l'affaire. Je crois savoir que le bill a été approuvé par le comité du Sénat et par celui des Communes. Je suppose qu'ils ont lu les dépositions. Je suppose que ces comités ont bien examiné la question, et encore que les voix se soient partagées presque également, la majorité des deux comités s'est prononcée pour le divorce, et je n'ai pas autre chose à faire que d'accepter la décision de la majorité des membres de ces comités et de me prononcer en conséquence, ou de sortir de cette enceinte. Je saisis cette occasion de faire observer combien tout cela est absurde.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: L'honorable député sait qu'un comité conjoint du Sénat et des Communes est en train d'apporter des réformes à la procédure dont il parle. La question qu'il a discutée ne se présentera pas avant que le bill soit renvoyé au comité général. J'ai voté contre l'amendement parce que, lorsque la Chambre siégera en comité, nous pourrions étudier la preuve et voir s'il y a lieu de faire rapport du bill. Si le comité, ayant les dépositions sous les yeux, en vient à la conclusion qu'elles ne justifient pas la rupture du lien matrimonial, la Chambre n'aurait pas raison d'en faire rapport. D'un autre côté, si la majorité du comité décide que la preuve est suffisante, le bill devra être rapporté et adopté de la manière ordinaire. Voilà pourquoi j'ai voté le renvoi du bill au comité.

M. BENNETT (Simcoe-Est): En comité, j'ai voté contre la demande d'un divorce pour deux raisons: d'abord, parce que la preuve n'était pas devant la Chambre; ensuite, que j'en avais entendu discuter une partie et que je croyais que nous devons laisser les intéressés dans l'état où ils se trouvaient. La femme n'est pas un ange, comme la députation peut s'en convaincre à la lecture des dépositions, et le mari n'est certainement pas la crème des hommes.

M. MACDONALD: La question soumise à la Chambre est purement judiciaire. La députation remplit le rôle